

<https://divergences.be/spip.php?article1526>



Jacques Langlois

radio Tsarko ment, radio Tsarko est so british

- Archives - 2009 - N° 16. Septembre 2009 - Français - International - France -

Publication date: mardi 15 septembre 2009

Copyright © Divergences, Revue libertaire internationale en ligne - Tous

droits réservés

le pire est à venir car les banques, les assurances, les gouvernements cachent la vérité sur l'évolution de la crise



Actuellement le pouvoir nous ment effrontément : la situation s'améliore, les banques apurent, elles se restaurent, etc. C'est tout à fait faux : la crise financière et bancaire est très loin d'être terminée ; elle ne fait même que commencer.

La seule chose apparemment réglée est la crise des subprimes ou crédits accordés aux prolos insolubles et « titrisés » (genre, si je me rappelle bien, CTO : Credit titrised obligations). Mais et maintenant ce sont les classes moyennes US (ou Rosbifs ou Ibères et ailleurs) qui deviennent incapables de payer leurs emprunts (cartes bancaires revolving et immobilier ou achat de voiture ou emprunt pour payer les études des enfants ou payer des frais médicaux, etc.). Ces créances ont été aussi titrisées (transformées en obligations en forme de mille-feuille). La cause de ces défaillances est simple : la récession, le chômage liés à la crise du crédit rendant désormais impossible d'emprunter encore et encore sans garanties. Les créances douteuses vont encore plus impacter la solvabilité des banques par augmentation des actifs toxiques (insolubles ou sans valeur).

Mais ce n'est pas tout. Les entreprises vampirisées par des « LBO » (1500 en France ; le LBO consiste pour un fonds d'investissement à acheter une entreprise avec 10 % de cash et 90 % d'emprunt bancaire [fastoche quand le crédit pas cher et illimité dominait) et à faire payer l'emprunt par la firme rachetée tout en lui faisant suer le burnous pour augmenter sa rentabilité avant de la revendre avec plus-value 4 ans après, le tout rapportant 20 à 30 % de plus que le petit investissement de départ) sont aux abois ; par suite de la récession, les boîtes « lbotisées » ne peuvent plus servir l'emprunt. D'où un nouveau flux pharamineux de créances douteuses ou toxiques pour les banques. Parallèlement, la bourse n'arrive pas à redémarrer (et pour cause ; les perspectives de profit étant très amenuisées par la crise économique), ce qui a divisé par deux (en moyenne) la valeur des actifs boursiers et participations détenus par les entreprises et les banques ou les assurances. Les banques, étant tenues à des ratios de solvabilité en pourcentage de leur actif par rapport au volume de leurs prêts, ne peuvent donc plus prêter comme auparavant.

[https://divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH157/Bourse_1183-2-9880e.jpg]

Toujours mieux ; les banques et les assurances (là en tant que « rehausseurs de crédits », c'est-à-dire facilitateurs de l'obtention de crédits par assurance envers le prêteur) s'étaient lancées dans les Credit Default Swap, CDS. C'est ce qu'on appelle des assurances sur les produits dits dérivés. Qu'est-ce qu'un produit dérivé ? Exemple, un spéculateur achète ou vend à terme (une valeur boursière, une matière première, un bien alimentaire) et à découvert

(c'est-à-dire en ne payant qu'une infime partie de ses engagements, partie actuellement ridicule, le reste représentant du crédit lui-même super-risqué). La chose étant hasardeuse car liée à l'évolution des cours et aux spéculations d'autres opérateurs, il prend une assurance ; c'est le CDS. Le problème est que l'on s'est aussi mis à spéculer sur les CDS initiaux, ce qui a produit des assurances d'assurances d'assurances, etc., des CDS de CDS de CDS, etc., donc en fait des dérivés de dérivés de dérivés and so on. En gros, sur la base d'une garantie réelle, par exemple de 5 % du montant de la spéculation avancée en cash par le spéculateur, on a usé et abusé du « multiplicateur de crédit » et abouti à des sommes engagées (sans base objective mais correspondant pourtant à des dettes réelles) infiniment supérieures à la garantie de base.

C'est pourquoi aujourd'hui personne (sauf les banques et les assurances qui gardent le secret afin d'éviter la faillite immédiate, et encore) ne sait quel est le montant réel des engagements en produits dérivés et autres CDS. Les estimations tournent autour de 5 à 10 fois le montant du PIB mondial de 60 000 milliards de dollars ! Soit 300 000 à 600 000 milliards qui n'ont aucune garantie et qui pourtant représentent des dettes réelles. Tant que la chose n'est pas apurée, si elle le peut un jour eu égard à son volume monstrueux, fictif quant à l'argent réel engagé, réel quand à la dette représentée, la finance mondiale danse sur le volcan qu'elle a elle-même créé avec la bénédiction des pouvoirs publics et des politiques qui depuis 20 ans ont édicté des lois pour laisser aller la bride sur le cou à ladite finance. Politiques, qui, évidemment, nient leur responsabilité et accusent les banques tout en les renflouant et en essayant de sauver le système capitalisto-financier néolibéral à coup de réformattes à côté de la question.

[https://divergences.be/local/cache-vignettes/L366xH189/bourse_NY-918ff.jpg]

Par suite de la crise économique, les défaillances de crédit vont exploser : surendettement lié à la baisse des retraites, des salaires, au chômage, au temps partiel, aux faillites d'entreprises, etc. C'est déjà le cas dramatique des pays de l'EST inclus dans l'UE. Or, les banques teutonnes (et autres sûrement) leur ont énormément prêté, notamment aux particuliers endettés en euros (devise des prêts) et remboursant en devise locale en voie de perte (par exemple les lats lettons). D'où de nouvelles et très volumineuses créances douteuses pour les banques et autres organes de crédit. Dans ce cadre, ce qui fait plaisir c'est que les Rosbifs installés en France lorsque la livre valait 50 % de plus que l'euro sont maintenant pris à la gorge par leurs revenus dévalués. Car les Gibbiers sont les 1^{ers} victimes de la finance dont ils étaient les rois (10 % de leur PIB était lié à la finance et à leurs paradis fiscaux curieusement oubliés par le G 20 d'avril 2009 !).

Les pauvres Lettons ont déjà subi une amputation de 20 % des salaires et 10 % des retraites. Gageons que Sarkozy et que la même chose nous pend au nez ; c'est du reste pourquoi il a pris les devants en annonçant le passage de l'âge de la retraite à 67 ans, ce qui signifie en fait une baisse radicale des retraites car actuellement il n'y a que 38 % de la classe d'âge 55-65 ans qui sont encore employés en France !

Et les banques continuent de camoufler leurs engagements risqués : exemple les Sicav garanties à leur valeur d'émission ont déjà perdu 50 à 80 % de leur valeur ; or la banque devra payer la valeur d'émission au terme du titre. Que fait-elle ? Elle impute pour l'instant le risque de perte au client qui a souscrit ladite sicav. Sous prétexte que tant que le client n'a pas vendu, il n'y a pas de perte mais que s'il vend (hypothèse) il y perd.

Certes, mais s'il n'y a pas vente du titre, à son échéance, la perte (automatique) est pour la banque, ce qu'elle ne provisionne pas. J'ai écrit à ce sujet à l'AMF (Autorité des marchés financiers dont le patron, M. Jouyet, socialo ex-collaborateur du WC de Tarsko, vient d'être augmenté de 48 % !). La réponse est ce que je viens de dire sur tant que je n'ai pas vendu je n'ai rien perdu et que la décôte actuelle m'est imputable au cas (problématique alors que la perte à échéance pour la banque est sûre) où je vendrais. Nous avons donc une AMF parfaitement complice des manipulations des banques pour cacher leurs pertes prévisibles. C'est curieux ; en ce moment on n'entend guère Walter (de) Closets, grand pourfendeur des privilèges des agents de la fonction publique. Cependant Grosminet Sylvestre a repris du poil de la bête.

Ce n'est qu'un menteur.